

ARRÊTÉ DE VOIRIE PORTANT ALIGNEMENT

N°25.DST.724

OBJET : Arrêté de voirie portant alignement – parcelles CI 146, 257, 147, 256, 138, 299 et CH 055, 054 – chemin de la Peyrière – SCP DUPIN-RICHAUD (84120 PERTUIS).

Le Maire de la commune de Pertuis (Vaucluse),

VU la demande par laquelle la **SCP DUPIN-RICHAUD, géomètres experts - 1052 bld Jean Guigues – 84120 PERTUIS**, sollicite l'alignement des parcelles cadastrées sections **CI 146, 257, 147, 256, 138, 299 et CH 055, 054** situées chemin de la Peyrière sur la commune de PERTUIS (84120),

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.112-3 et L.112-4 ainsi que le titre IV,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le règlement du Plan Local d'Urbanisme du 15 décembre 2015,

VU l'avis favorable du Directeur des Services Techniques.

VU la délibération 20.DGS.226 du 29 septembre 2020 donnant délégation des pouvoirs au Maire,

VU l'arrêté n°24.DGS.161 du 14 février 2024 qui abroge et remplace l'arrêté n°23.DGS.270 du 20/04/2023 donnant délégation de signature aux Adjointes au Maire,

CONSIDÉRANT que la SCP DUPIN-RICHAUD, géomètres experts, a sollicité un arrêté de voirie portant alignement des parcelles citées en objet, il convient de donner suite à sa demande.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le nouvel alignement de la voie susmentionnée, au droit de la propriété des bénéficiaires pour les parcelles **CI 146, 257, 147, 256, 138, 299 et CH 055, 054 situées chemin de la Peyrière**, est fixé par le plan annexé au présent arrêté, matérialisant la limite de fait du domaine public par les segments de droite passant par les points A1, A2, A3, A4, A5, A6, A7, A8, A9, A10, A11, A12, A13, A14, A15, A16 et A17.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté ne dispense pas les bénéficiaires de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'Urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants. Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, les bénéficiaires devront présenter une demande spécifique à cette fin.

ARTICLE 3 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté devra être utilisé dans un délai d'UN an à compter de sa délivrance. Dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait durant cette période, à défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Fait à Pertuis, le 29 septembre 2025

Pour le Maire et par délégation,

Lucien GALLAND

Adjoint au Maire

Lucien GALLAND | Elu CTM



Le 29 sept. 2025

